



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

## Communiqué n° 17

Rédaction finalisée le 6 novembre 2014

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

### La reprise différée

Les économies avancées ont tourné au ralenti au **2<sup>e</sup> trimestre 2014**. Alors que le PIB a rebondi aux États-Unis et est resté dynamique au Royaume-Uni, l'activité a en revanche déçu au Japon, où elle a reculé, et en **zone euro**, où elle a stagné. L'activité s'est notamment contractée en Allemagne et en Italie.

Dans le cadre du maintien de la stabilité des prix, la Banque Centrale Européenne a pris une nouvelle fois des mesures début septembre visant à donner une orientation accommodante supplémentaire à la politique monétaire européenne et à soutenir le crédit à l'économie réelle : nouvelles réductions des taux directeurs (désormais à 0,05 %), opérations ciblées de refinancement à plus long terme. Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proche de 2 %.

En **France**, l'activité a de nouveau stagné (0,0 %). La faible dynamique de la demande intérieure hors stocks a pesé sur la croissance française. Le rebond de la dépense de consommation des ménages, a été en grande partie effacé par la nouvelle contraction de l'investissement privé. Du fait d'un nouveau ralentissement des exportations, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance.

À court terme, les prévisions de la Banque de France, formulées au travers de l'Indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), anticipent une croissance de + 0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre. Selon les prévisions de l'Insee, l'économie française croîtrait à peine au 2<sup>nd</sup> semestre 2014 (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau.

Les prévisions de la Banque de France faites en début d'année pour **PACA** laissaient augurer une amélioration de la situation économique régionale et une reprise des investissements, toutefois, les analyses récentes tendraient à démontrer que cette reprise serait très progressive. Depuis le début de l'année, alors que la demande internationale s'est raffermie, la demande nationale paraît plus atone.

**Dans l'industrie**, on observe une révision à la baisse des prévisions des chefs d'entreprises notamment dans la grande industrie (chimie et métallurgie) alors que la demande internationale permet à des secteurs innovants tels que la fabrication de « matériels de transport » et de « composants électriques et électroniques » de maintenir des prévisions favorablement orientées. Après un creux important observé au mois d'août, les carnets de commandes reprennent une orientation favorable. Les stocks qui dépassaient le seuil d'équilibre se sont progressivement détendus. Le taux d'utilisation des capacités productives (81 %) a quasiment retrouvé son niveau de longue période (82 %). Comme dans l'industrie, on observe dans les services une révision à la baisse des prévisions formulées par les chefs d'entreprises. En effet face à l'atonie de la demande globale, le courant d'affaires **dans les services marchands** progresserait très légèrement, principalement dans les secteurs de la communication, de l'intérim et de l'hébergement. **Dans la construction**, face à une demande moins active, la stabilité de la production, à bas niveau, est observée aussi bien dans le gros œuvre que le second œuvre. Dans les travaux publics, on enregistre un recul marqué de la production qui fait suite à une dégradation du carnet de commandes. Au regard de la faiblesse de la demande, aucune amélioration significative de l'activité n'est attendue à court terme.



## Sursaut de l'emploi salarié régional, soutenu par le tertiaire marchand

En **PACA**, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs) a renoué avec la hausse au **2<sup>e</sup> trimestre 2014** (+ 0,4 %, soit 4 600 emplois en plus). Cette progression intervient après trois trimestres consécutifs de stagnation des effectifs

Au cours du trimestre, l'emploi salarié a toutefois évolué différemment selon les secteurs d'activité. Dans **le tertiaire marchand hors intérim**, il a fortement accéléré (+ 0,7 %, après + 0,1 % au trimestre précédent). Après avoir légèrement reculé début 2014, les effectifs dans le commerce ont largement rebondi (+ 1,1 %, soit + 2 600 emplois), tirés principalement par l'ouverture, en mai 2014, du centre commercial des « Terrasses du Port » à Marseille. Dans le même temps, les services marchands ont également été créateurs d'emplois (+ 0,5 %). Le sous-secteur de l'« hébergement-restauration » a notamment gagné de nombreux emplois (2 900 emplois supplémentaires, soit + 2,8 %). À l'opposé, le sous-secteur des « autres services » a vu ses effectifs se contracter (- 1,3 %, soit 900 emplois de moins). Enfin, dans l'intérim, classé par l'Insee dans les services marchands au niveau régional, les effectifs ont globalement très peu évolué (100 emplois supplémentaires, soit + 0,3 %). Le secteur de **la construction**, dont les effectifs n'ont cessé de se contracter depuis la mi-2008, a de nouveau perdu des emplois au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 (- 0,8 %, soit 840 emplois en moins). Enfin, les effectifs de **l'industrie** se sont stabilisés, après deux trimestres consécutifs de légère baisse. Après les reculs enregistrés début 2014, l'emploi industriel a rebondi dans le sous-secteur de « l'agro-alimentaire » (+ 0,3 %, soit 75 emplois en plus) et dans celui des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » (+ 0,2 %, soit 70 emplois supplémentaires). À l'inverse, le recul de l'emploi dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » a perduré (- 0,1 %, après - 0,6 % au trimestre précédent).

En **France métropolitaine**, les effectifs salariés (hors agriculture et particuliers employeurs) ont légèrement augmenté au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 (+ 0,1 %, après - 0,1 % au trimestre précédent). Les secteurs de l'industrie et de la construction ont continué d'enregistrer des pertes d'emplois (respectivement - 0,3 % et - 0,6 %). À l'inverse, l'emploi tertiaire marchand a augmenté pour le quatrième trimestre consécutif (+ 0,1 %), soutenu autant par les services marchands que par le commerce (+ 0,1 % chacun). Enfin, les effectifs intérimaires ont rebondi (+ 2,6 %, soit + 14 000 postes). Selon les prévisions, l'atonie de la croissance en France entraînerait le recul de l'emploi des secteurs marchands. Les pertes d'emplois atteindraient - 52 000 au 2<sup>nd</sup> semestre 2014, après - 12 000 au premier.

### Vive progression de la demande d'emploi

En **PACA**, comme au trimestre précédent, le taux de chômage localisé s'établit à 11,3 % de la population active au **2<sup>e</sup> trimestre 2014**. Sur un an, il recule de 0,2 point comme au niveau national. En **France métropolitaine**, le taux de chômage au sens du BIT se stabilise aussi à 9,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, pour le troisième trimestre consécutif. Selon les prévisions de l'Insee, le taux de chômage national augmenterait de nouveau au 2<sup>nd</sup> semestre, en raison d'une légère progression de la population active.

Fin **septembre 2014**, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A s'établit à **313 518** en PACA. Ce nombre augmente de **+ 1,3 %** par rapport à la fin août 2014 (soit + 4 033 demandeurs d'emploi). A l'exception des Hautes-Alpes, tous les départements de la région affichent une hausse similaire.

Sur un an, la hausse est de + 5,5 % (soit + 16 470 demandeurs d'emplois). Le ralentissement de la progression annuelle constaté jusqu'à l'été est terminé.

En catégorie ABC, pour la première fois, le nombre de demandeurs d'emplois de plus de 3 ans d'ancienneté est supérieur à 50 000. Plus de 4 demandeurs d'emplois sur 10 sont inscrits sur les listes de Pôle Emploi depuis plus d'un an.

### Zoom sur le marché du travail territorialisé

A un niveau géographique plus fin, le taux de chômage localisé au **2<sup>e</sup> trimestre** progresse de 0,3 point dans la zone d'emploi de Briançon qui a l'un des taux de chômage les plus bas de la région (9,1 %). L'augmentation est de 0,1 point dans les zones d'emploi d'Orange (12,7 %), de Draguignan (12,5 %), de Salon-de-Provence (11,9 %), de Nice (10,3 %) et de Gap (9,0 %). En revanche, ce taux diminue de 0,2 point dans la zone d'emploi d'Arles, la plus touchée par le chômage (14,6 %), et de 0,1 point dans les zones d'emploi de Marseille-Aubagne (12,4 %) et de Cannes-Antibes (10,4 %). Dans les autres zones d'emploi de la région, le taux de chômage reste stable.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 17/10/2014

